

RWANDA : Terre de violence et de violation des droits de l'homme

Actuellement, le Rwanda est un pays en crise politique grave dont les enjeux social et économique sont aussi évidents.

A moins que notre mémoire nous trahisse, c'est bien là une situation conflictuelle sans précédent dans son histoire contemporaine. Notre souhait le plus ardent est que ce petit pays puisse s'en tirer. Cependant, nous craignons que notre vœu de voir cette guerre d'octobre se terminer le plus tôt que possible ne soit exécuté à cause de la mauvaise foi des responsables politiques de Kigali.

A Gisenyi circule la rumeur faisant état avec persistance de l'existence d'une liste des prisonniers politiques dont l'exécution sommaire pourrait avoir lieu en catimini un de ces quatre matins. Sur cette liste macabre figureraient les noms des morts en surcis, Hutu et Tutsi confondus. Ils sont accusés sans preuve aucune d'être des complices de hors-la-loi en raison de leurs relations de consanguinité ou de leurs amitiés. Tout simplement.

Il s'agit encore de : demoiselles Spéciose Banzi (gérante de la firme ERP), Goretti Tegere (agent à Electrogaz) et Spéciose (commerçante); dame Bernard Julienne; messieurs Ferdinand Gakwera (commerçant), Faustin Munyeshyaka (agent à la Bralirwa), Augustin Ntagara (prêtre), Fidèle Munyangabe, Dr Anselme Sebuhungu, Mathias N. Muna (journaliste GBK à Gishwati), Michel Kayihura (gérant à Gisenyi), Kizito Impubayi (chauffeur de taxi), Muteyeyezu, Ignace Tegere, Modeste Tabaro, Modeste (gérant à Sulo Rwanda), Kanyarutoki (agent à l'hôpital de Gisenyi), Gaudiose Semucyo (enseignant à Nyundo), Joseph frère cadet de Semucyo, Muhikira (paysan) Rwanda (paysan), Bwanafaza, Mpinganzima (agent à Electrogaz), Rupya (enseignant), Muraiwa (vieillard), Bosco Basomishuli et son frère Kanyandekwe, Alois Karekezi, Jean-Berchmans Rudodo, Kabaka, Faustin Biniga ainsi que Manzi (enseignant)...

Cette liste est loin d'être un document exhaustif. Nous avons cependant jugé utile de la rendre publique pour mettre en évidence l'impunité de quelques Hutu et Tutsi. Des prisonniers politiques qui sont dans leur propre pays en état d'holocauste dans la préfecture de Gisenyi. Qu'en serait-il du sort de leurs malheureux frères gardés en détention pour le même motif dans d'autres villes rwandaises?

Et au Nord-Kivu

Tandis qu'à Goma, chef-lieu de la région du Nord-Kivu, certains OPJ gendarmes non assermentés dont le plus tristement célèbre serait un officier de SARM récemment promu au grade de capitaine ont aussi du conflit armé rwandais leur aubaine.

Ils étaient fondés sur des rumeurs fantaisistes ou encore sur une liste venue de Nyamitaba chez le chef de localité Bahati pour procéder à des arrestations de personnes suspectées d'être complices des hors-la-loi rwandais.

Parmi les paisibles citoyens zairois qui ont été, inquiétés

par la gendarmerie et le SARM, il y a lieu de citer, à titre de victimes des exactions et autres abus policiers, Ndarandare Bagirisha alias Vincent (commerçant originaire de Rutshuru).

Son nom est connu de tout le monde dans la ville parce qu'il avait été appréhendé à son domicile à 22 heures lorsqu'il s'apprêtait à accompagner ses frères et amis à bord de son véhicule. Ses co-détenus sont Amisi Werabe, Ngango Biganga alias Kasongo, Muyenzi Rutuku alias Jimmy, Nyamasu, et Shankoko.

Les mêmes OPJ gendarmes se sont rendus dans la zone de Masisi où ils avaient arrêté pour des raisons d'enquête les sieurs Karamuheto (fermier à Kilolirirwe), Kanyabuzige (dirécolo à Nyamitaba), Munyandinda (commerçant à Nyamitaba), Gapsi (inspecteur à l'EPSP), Kazozo (éleveur) et Niwe Rukundo (préfet à l'Institut de Kanyatsi) ainsi que Léonidas Kakira Murengezi (commerçant à Nyamitaba).

De nos investigations menées à travers les quartiers et localités, il apparaît que tous ces prévenus ont été victimes des règlements de compte. A Goma tout comme à Masisi et à Rutshuru, quelques extrémistes Hutu et Tutsi s'en veulent aussi à mort. Ils ont en effet transporté au Zaïre l'immunité qui existe au Rwanda voisin. D'autre part, les Hunde et Banyarwanda de Masisi vivaient aussi dans un climat de méfiance qui frise la haine.

Ils nous paraissent être loin de changer d'un seul « mot » leur philosophie politique qui est aujourd'hui mise en cause, non seulement, par les combattants du Front patriotique mais également par les étrangers épris de paix et de justice sociale.

A quoi consiste-t-elle? Le lendemain de son usurpation du pouvoir, le 5 juillet 1973, M. Habyarimana a mis sur pied un gouvernement à Kigali. Celui-ci n'est pas du tout différent de celui de son prédécesseur. Jamais les dirigeants politiques n'ont lésiné sur leurs modestes moyens pour exalter partout au vivant leurs frères la haine et surtout la violence sous le fallacieux prétexte d'instaurer le règne de la justice et de la fraternité entre les trois ethnies de la population rwandaise.

S'étant ainsi rendu compte que cela est du non-sens, une certaine élite intellectuelle et politique n'a pas tardé à le dénoncer; mais les responsables politiques de son pays semblent mettre des sourdines aux oreilles. Ainsi, ont-ils malheureusement fait de violence, du feu et du sang parce que les cas de meurtre, des

arrestations arbitraires et de règlements de compte entre frères ennemis, tout, la violation notable des droits de l'homme y est monnaie courante. A l'exception des Hutu de la région du «Bashiru».

Aussitôt que, le conflit armé ait éclaté à Kagitumba au début du mois d'octobre passé, le gouvernement de Kigali a procédé à des arrestations arbitraires sous prétexte de faire le rattachage, à des expulsions des sans-emploi de la capitale ainsi que d'autres villes importantes du pays et chose fort ahurissante, il en serait arrivé même à des disparitions mystérieuses de certains prisonniers.

Est prisonnier politique là-bas toute personne sur laquelle pèsent de simples présomptions d'avoir été ou d'être en intelligence avec l'ennemi. Celui-ci n'est autrement identifié en Kinyarwanda que par le vocable «inyenzi». Lequel frise toujours la haine et la violence entre eux.

Le Rwanda compte, outre la capitale, onze préfectures. Dans chacune d'entre ces juri-

dictions les prisons et cachots régorgent encore des détenus. Ils seraient au nombre d'environ 5491 individus dont 3400 cas pour la seule ville de Kigali et 124 pour Gisenyi, cette préfecture rwandaise, voisine de la ville zairoise de Goma.

Ce sont là les statistiques officielles rendues publiques par Radio-Kigali. Elle avait diffusé que le Gouvernement rwandais a procédé à la classification des prévenus politiques en fonction des indices graves ou légers.

Ainsi, il y a des prisonniers politiques en liberté et d'autres condamnés à rester en prison sans jugement. Et cela, selon la gravité ou la légèreté des préventions mises à leur charge (sic).

Selon les renseignements recueillis, n'ont eu la chance de recouvrer leur liberté que ceux des bagnards de droit commun qui venaient de purger chacun sa peine de servitude pénale. Tandis que les infortunés prisonniers politi-

ques sont toujours en souffrance dans les maisons d'arrêt déjà surpeuplées.

C'est bien leur état de division qui expliquerait entre autres la fameuse liste noire des candidats Banyarwanda, indexés par les caciques du MPR lors d'endossement des dossiers aux élections législatives, municipales et locales de 1987. Lesquelles élections furent annulées par le législateur dans les régions du Sud et Nord-Kivu et cela, en raison de l'erreur d'appréciation grave commise par M. Konda, ce fanatique du MPR et ancien gouverneur de notre région.

Actuellement, la prison de Munzenze et d'autres amis de Goma ou de Masisi, ne comptent plus parmi leurs prisonniers des prévenus politiques Hutu et Tutsi. Les rares cas s'en étaient sortis après avoir payé de fortes amendes transactionnelles sans remise de la fameuse quittance modèle unique.

Enquête menée par
Musume Klonzo Nkula
et Pay-Pay Gatamblyo

CONFLIT RWANDAIS

• La politique d'un poids, deux mesures de la France

* La guerre entre la Francophonie et

l'Anglophonie en Afrique a commencé

LES observateurs de la politique française en Afrique ne comprennent plus rien sur la position de la France dans le conflit rwandais et risquent d'y perdre leur... «français».

Les belges se sont retirés... mais ils ont laissé une base d'observation à Nairobi. Quant aux français, ils sont restés. Pour quel motif? Quels intérêts défendent-ils sinon que de maintenir M. Juvénal Habyarimana au pouvoir?

Les français, nota-t-on dans les chancelleries, ont adopté dans l'affaire du Tchad une attitude, tout à fait, contraire à celle qu'ils affichent au Rwanda. Au Tchad, ils ont considéré l'affaire comme étant un problème purement «familial», donc Tchadotchadien. Un ministre français a même déclaré que la France défend les Etats et non les individus. En se basant sur la logique développée par cet homme d'Etat français dans le conflit tchadien, la France ne pourrait justifier sa présence militaire au Rwanda afin de maintenir un ami (un individu) au pouvoir pour buter dehors du territoire les combattants du

Front patriotique rwandais, l'inconnu de la France.

Quel tort ont les amis de feu Fred Rwigyema alors qu'ils ne demandent que la liberté de rentrer chez-eux et le respect des droits de l'homme? A Devraient-ils être ennemis de la France parce qu'ils combattent l'homme qui leur a privé la liberté pendant 30 ans?

C'est là tout le problème. Dans le conflit rwandais, la France et le Président Mitterrand craignent tout, simplement que le Rwanda ne tombe dans le camp anglophone. Ils perdraient ainsi un pays francophone (un pays qui n'a même pas une grande importance au point de vue économique, ni au point de vue stratégique). Il est vrai que la plupart des militants du FPR ne parlent pas français mais bien anglais et que le Rwanda, pays enclavé, n'a de débouchés que sur l'Océan Indien en traversant les pays anglophones, l'Uganda, le Kenya ou la Tanzanie.

Il est étonnant de voir M. Mitterrand qui donnait des leçons sur les droits de l'homme lors de la réunion de la Baule (en juin dernier)

aux Chefs d'Etat africains continuer à soutenir un régime qui s'est distingué par le massacre d'une partie de sa population à cause de son appartenance à une tribu, le tutsi et de son opposition au régime corrompu et irresponsable soutenu par Paris.

Comme on le voit, les intérêts des Etats priment sur la moralité, et il est permis de se demander si l'Afrique ne va pas payer pour l'antagonisme entre la francophonie et l'anglophonie, surtout que les Etats-Unis d'Amérique n'apprécient pas fort l'existence de l'Espace francophone.

Les militants du FPR l'ont très bien compris et cela ne peut les empêcher de rentrer au pays da leurs ancêtres afin d'y instaurer un pouvoir vraiment démocratique où chaque rwandais aura le droit de vivre sans être catalogué. Il est, tout simplement, conseillé aux français de rentrer en France et de laisser aux rwandais de lever leurs langes sales en kinyarwanda.

Le Volcan

Le Volcan, Nov 90